

RÉVISION DE LA CONSTITUTION

Le RCD dit non

«L'Algérie se débat dans une crise de légitimité du pouvoir depuis 1962. Ce 12 novembre, elle bascule dans un aveuglement politique et une hérésie constitutionnelle qui ont pourtant marqué les grandes régressions historiques», ainsi apprécie le groupe parlementaire du RCD l'amendement constitutionnel que le Parlement est appelé à voter le 12 novembre prochain.

Sofiane Aït Ifflis - Alger (Le Soir) - Déduction logique d'une telle appréciation, le groupe parlementaire du RCD rejette le projet de révision constitutionnelle, pour des raisons, écrit-il dans un communiqué rendu public

hier, à la fois éthiques, politiques et institutionnelles. Et ce n'est pas l'argument qui manque à l'entité parlementaire présidée par Boubekeur Derguini.

Celle-ci bat en brèche les arguties avancées par le

pouvoir pour légitimer ce que le RCD a eu déjà à qualifier de «coup de force constitutionnel.»

D'entre les vérités rappelées, opportunément, au demeurant, cette salutation que le président Bouteflika a eu à adresser au président Zeroual pour avoir été respectueux de l'ordre constitutionnel.

«Les Algériens se souviennent du jour où l'actuel chef de l'Etat a salué publiquement la position de son prédécesseur qui avait res-

pecté l'ordre constitutionnel en quittant le pouvoir», rappelle le groupe parlementaire du RCD, avant de relever que «aujourd'hui, la loi fondamentale est amendée pour une présidence à vie. L'éthique et le sens de l'Etat auraient voulu que l'auteur de la procédure n'en soit pas le bénéficiaire». Le groupe parlementaire du RCD porte également la contradiction au pouvoir et au Conseil constitutionnel, en particulier, sur les considérants qui ont été mis en avant pour valider

le recours au vote du projet de loi par un congrès parlementaire. «Sur le plan politique et contrairement aux arguments officiels, le projet actuel attende bien à l'équilibre des pouvoirs».

Les nouvelles fonctions exécutives examinées, les parlementaires du RCD notent qu'effectivement les pouvoirs n'en seront que déséquilibrés. «Jusque-là, le chef du gouvernement proposait son programme à l'Assemblée qui le tenait pour responsable de l'exécution de son engagement. Désormais, cette attribution est supprimée. Seul le chef de l'Etat a vocation de présenter un programme ; le Premier ministre étant réduit à mettre en œuvre un «plan d'action».

Le groupe parlementaire du RCD pose, à juste titre, l'hypothèse où la configuration parlementaire dégageait une majorité, et donc, un Premier ministre qui n'appartiendrait pas à la majorité présidentielle.

Que fera cette majorité parlementaire ? Dans la logique du pouvoir, elle devrait appliquer le programme du chef de l'Etat, alors qu'elle le combat. Beau scénario de crise !

«Comment garantir un minimum de stabilité dans un régime théoriquement parlementaire lorsqu'il est grevé par des amendements qui caricaturent le régime prési-

dentiel ?» Mais, fondamentalement, le groupe parlementaire du RCD estime qu'il n'est pas dans la vocation du Parlement, encore moins de son droit, de se prononcer sur les amendements proposés au texte constitutionnel. Il considère aussi que le Conseil constitutionnel a failli à sa mission et «le Parlement qui validera un texte constitutionnel endosse une lourde responsabilité en ouvrant la voie à une dérive de plus qui ne manquera pas d'aggraver le discrédit de l'Etat».

Le groupe parlementaire du RCD assène, en sus, une salve de critiques au pouvoir coupable, à ses yeux, de nombreuses violations du texte constitutionnel.

Et en matière de violation de la Constitution, il cite la concentration des pouvoirs, la contradiction des formes et la constitutionnalisation de la confiscation du patrimoine symbolique de la nation. Il note également que le multipartisme est vidé de son sens véritable par le maintien et l'abus de l'état d'urgence, qui, selon le groupe parlementaire, sert d'alibi pour rétablir de fait le système du parti unique. Le groupe parlementaire du RCD estime en conclusion que «le passage à l'acte du Parlement algérien précipite la crise systémique, qui hypothèque l'avenir de la nation».

S. A. I.

IL S'APPRÊTE À VOTER LA NOUVELLE MOUTURE
Le Parlement de tous les «oui»

Le choix du président est fait : la nouvelle mouture de la Constitution sera soumise non pas à l'appréciation du peuple mais à celle des députés et des sénateurs. Ce sont donc les deux chambres du Parlement qui se prononceront au sujet des amendements de la loi fondamentale.

Nawal Imès - Alger (Le Soir) - C'est donc une Assemblée qui, au terme de plus d'une année d'exercice, a confirmé qu'elle n'était qu'une boîte de résonance qui s'apprête à voter la nouvelle mouture de la Constitution. De par sa composition, l'APN est totalement acquise à l'exécutif qui n'a jamais eu la moindre difficulté à faire passer un texte.

Les députés ont dit oui à toutes les lois, faisant fi du débat contradictoire. Les rares protestations émises par une opposition minoritaire n'ont aucun effet sur le devenir des lois. Le RCD, le FNA et les rares indépendants qui s'opposent régulièrement animent le débat sans plus. Ceux de l'Alliance présidentielle sont passés maîtres dans l'art d'acquiescer. Toutes les tentatives pour les mobiliser s'avèrent vaines. A l'occasion du vote de la loi de finances 2009, les députés ont, une fois de plus, apporté la preuve que l'opposition ne faisait absolument pas partie de leur programme. Ils ont approuvé des dispositions totalement

impopulaires, les assumant avec culot. Autre fait révélateur de l'intérêt que portent les députés à leur mandat, le taux d'absentéisme qui atteint des taux record. Très souvent, l'hémicycle est déserté par ceux qui sont censés incarner la volonté populaire. En plus de ne pas assister aux débats sur des projets de loi, certains ne prennent même pas la peine d'être présents le jour du vote. C'est dans un hémicycle souvent dégarni que sont votées des lois.

Une situation encouragée par la déliquescence d'une classe politique ne cherchant même pas à sauver les apparences d'une Assemblée très mal élue. Jamais le taux d'abstention n'aura été aussi élevé. Moins de 35% des électeurs avaient fait le déplacement pour glisser un bulletin dans les urnes, selon les chiffres officiels. L'abstention a été encore plus importante que le taux annoncé. Un signal fort lancé par des électeurs qui ont exprimé leur ras-le-bol face à une institution qui s'évertue à ne pas jouer pleinement son rôle.

L'Assemblée populaire a un droit de regard sur le travail de l'exécutif. Une prérogative jamais exercée par les députés qui se contentent d'écouter le bilan du gouvernement sans vérifier la véracité des chiffres avancés. De temps en temps, des députés adressent des questions orales aux ministres et là encore, ils n'ont pas d'autre alternative que de se

contenter de la réponse du ministre du secteur qui, souvent, arrive dans l'hémicycle avec un bilan général.

Déjà mal considérée, l'APN a perdu le peu de crédit qui lui restait avec les récentes augmentations en faveur des députés. Ces derniers ont eu à approuver une ordonnance fixant leur propre salaire et leur accordant une augmentation substantielle. Un coup dur pour la crédibilité surtout lorsque cela intervient à quelques semaines de la révision constitutionnelle.

Difficile, par la suite, de ne pas faire le raccourci entre cette augmentation et ce qui est attendu des députés à l'occasion de la réunion, demain, des deux chambres. une réunion dont l'issue est connue d'avance au regard de la composition de l'Assemblée où le FLN (136 sièges), le RND (62 sièges), le MSP (51 sièges), le PT (26 sièges) ont d'ores et déjà fait savoir qu'ils voteront oui.

Avec, respectivement, 19 et 15 députés, le RCD et le FNA ne pèseront pas lourd. Une configuration à l'identique au niveau du Sénat. Une institution qui pour beaucoup d'observateurs ne sert pas à grand-chose et qui, au niveau de laquelle, le président vient de nommer sept sénateurs du tiers présidentiel à quelques jours de la convocation des deux chambres. Autant dire que les jeux sont faits !

N. I.

Ouyahia présente le projet devant la commission parlementaire mixte

Le chef du gouvernement a présenté, hier, le projet de loi portant révision constitutionnelle devant les membres de la commission parlementaire mixte.

Tarek Hafid - Alger (Le Soir) - Cette présentation s'est déroulée en présence du ministre chargé des Relations avec le Parlement et a été suivie par un débat sur les nouvelles dispositions introduites par Abdelaziz Bouteflika.

La commission parlementaire mixte, composée des membres des bureaux et des commissions juridiques des deux chambres, a, par la suite, élaboré un rapport. Ce rapport sera présenté mercredi à l'occasion de la session du Parlement qui se déroulera au palais des Nations. Le règlement intérieur de la session sera lui aussi élaboré par la commission mixte.

Ce document, qui devra être adopté mercredi en début de plénière, détermine l'ensemble des démarches à suivre lors de cette session

extraordinaire. Des partis politiques estiment d'ores et déjà que le règlement intérieur est très restrictif. Ce projet sera, bien évidemment, adopté à une large majorité, mais les initiateurs de cette révision souhaitent éviter le retentissement de toute voix discordante.

Pour ce faire, il a été décidé de disposer, dans la salle du palais des Nations, les députés et les sénateurs par groupes parlementaires. «L'objectif de cette mesure vise à avoir un plan d'ensemble sur tous ceux qui voteront contre ce texte de loi», a indiqué hier un député du Rassemblement pour la culture et la démocratie.

Notons, par ailleurs, que l'entrée en vigueur de la nouvelle Constitution devrait intervenir immédiatement après son adoption par le Parlement. Ainsi, on estime

que le texte devrait être publié au Journal officiel dès jeudi prochain.

La démission du chef du gouvernement puis sa nomination en qualité de Premier ministre pourraient avoir lieu en début de semaine prochaine. On annonce aussi un remaniement du gouvernement dans le sillage de ce changement de «statut».

Ahmed Ouyahia, qui devrait être reconduit sans surprise, aura par la suite à présenter son «plan d'action» en Conseil des ministres puis devant les deux chambre du Parlement.

C'est, en effet, ce que stipulent les articles 79 et 80 de la nouvelle Constitution.

«Le président de la République nomme les membres du gouvernement après consultation du Premier ministre. Le Premier ministre met en œuvre le programme du président de la République et coordonne, à cet effet, l'action du gouver-

nement. Le Premier ministre arrête son plan d'action en vue de son exécution et le présente en Conseil des ministres (...)

Le Premier ministre soumet son plan d'action à l'approbation de l'Assemblée populaire nationale. Celle-ci ouvre à cet effet un débat général.

Le Premier ministre peut adapter ce plan d'action, à la lumière de ce débat, en concertation avec le président de la République.

Le Premier ministre présente au Conseil de la nation une communication sur son plan d'action tel qu'approuvé par l'Assemblée populaire nationale. Le Conseil de la nation peut émettre une résolution.» A moins de cinq mois de l'élection présidentielle, le «plan d'action» que devra présenter Ahmed Ouyahia pourrait être, en fait, le programme du troisième mandat de Abdelaziz Bouteflika.

T. H.

YAZID ZERHOUNI
À TIMEZRIT (BÉJAÏA) :
«Les actes terroristes visent à faire échec à la consécration de la démocratie !»

Suite au lâche attentat terroriste perpétré à Adekar mercredi dernier contre le maire de Timezrit, le ministre de l'Intérieur et des Collectivités locales, Yazid Zerhouni, accompagné des autorités civiles et militaires de Béjaïa, s'est rendu, hier, à Sidi-Abdelhak, village natal du défunt dans la même municipalité pour faire part de sa «condamnation» et exprimer ses «condoléances» à la famille de la victime.

Tout en considérant que la victime est un «martyr de la démocratie», Zerhouni a estimé que ces actes terroristes, ciblant les élites algériennes à travers les différentes régions, ont pour unique objectif de faire «échec à la consécration de la démocratie et des valeurs républicaines dans le pays», a-t-il soutenu en substance dans sa déclaration.

Le ministre de l'Intérieur et des Collectivités locales, qui a salué l'engagement et le dévouement de la victime en faveur du développement de sa commune, a assuré la population de Timezrit que «les promesses du maire seront inscrites comme priorité de l'État algérien». Yazid Zerhouni s'est ensuite rendu au cimetière du village natal du défunt, et ce pour y déposer une gerbe de fleurs sur sa tombe à sa mémoire.

Par ailleurs, un imposant recueillement en hommage au regretté maire, Fatah Chibane, a été organisé dans la matinée par le mouvement associatif de Timezrit. A l'instar des établissements scolaires, l'ensemble des secteurs d'activité de la commune n'a pas travaillé ce dimanche, en signe de deuil et pour condamner le lâche assassinat du président de l'APC.

A cette occasion, une gerbe de fleurs a été également déposée par le mouvement associatif sur la tombe du défunt, en présence de milliers de personnes.

A. Kersani